

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/29/Add.1/Rev.4
13 octobre 1999

(99-4369)

Comité des pratiques antidumping

RAPPORTS SEMESTRIELS PRÉSENTÉS AU TITRE DE L'ARTICLE 16.4 DE L'ACCORD

Révision

1. Les Membres ci-après ont fait parvenir au Secrétariat des rapports semestriels sur les décisions qu'ils ont prises en matière de lutte contre le dumping pendant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 1997: Afrique du Sud, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Communauté européenne, Corée, États-Unis, Guatemala, Inde, Indonésie, Israël, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Philippines, Singapour, Thaïlande, Trinité-et-Tobago et Turquie. Ces rapports ont été distribués sous la forme d'une série de documents portant la cote G/ADP/N/29/...

2. Les Membres ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas pris de décisions en matière de lutte contre le dumping pendant la période considérée:

Bahreïn	Jamaïque	Pologne
Barbade	Liechtenstein	Qatar
Bénin	Macao	République dominicaine
Bolivie	Malte	République slovaque
Brunéi Darussalam	Maroc	République tchèque
Bulgarie	Maurice	Roumanie
Chypre	Mongolie	Slovénie
Cuba	Namibie	Sri Lanka
Dominique	Nicaragua	Suisse
Équateur	Norvège	Tunisie
Fidji	Ouganda	Uruguay
Honduras	Pakistan	Venezuela ¹
Hong Kong, Chine	Panama	Zambie
Hongrie	Paraguay	Zimbabwe
Islande		

3. Les Membres ci-après n'ont pas fait parvenir de rapports au Secrétariat: Angola, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Belize, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée, Rép. de, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Îles Salomon, Kenya, Koweït, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Niger, Nigéria, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Sénégal, Sierra Leone, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Tchad et Togo.

¹ Ce Membre a également notifié les mesures antidumping qu'il appliquait au 30 juin 1997 (document G/ADP/N/29/VEN).